



## ARRETE DU MAIRE

République  
Française

-----  
**DEPARTEMENT**  
**PAS DE CALAIS**

-----  
**ARRONDISSEM**  
**ENT**  
**ARRAS**

-----  
**COMMUNE**  
**DAINVILLE**

-----  
**N° 2025/085**

### **OBJET**

*Restriction de  
circulation au  
100  
Rue François  
Broussais  
Dainville*

Nous, Maire de la Commune de DAINVILLE,  
Vu, le Code de la Route,  
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales  
Vu, la demande formulée par la **Société SADE CGTH** domiciliée  
**300, rue du 1<sup>er</sup> Mai prolongée – Parc de la Galance – 62430  
SALLAUMINES**  
Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des  
travaux de suppression branchement gaz sur la rue François  
Broussais à Dainville.  
Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la  
circulation et assurer la sécurité.

## ARRETONS

Article 1 : L'entreprise SADE CGTH est autorisée pour la période  
du Lundi 15 septembre au Mardi 14 octobre 2025 à occuper le  
domaine public au 100 rue François Broussais à Dainville.

Article 2 : Les restrictions consistent en :

- Interdiction de stationner au droit du chantier,
- Circulation alternée règlementée par des feux tricolores  
ou manuellement,
- Limitation de la vitesse à 30 km/h pour les véhicules  
autorisés.

Article 3 : Des panneaux de signalisation seront posés et  
entretenus par les soins et aux frais de l'entreprise chargée  
d'effectuer les travaux conformément aux prescriptions de  
l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire  
approuvée les 15 Juillet 1974, modifié le 06 Novembre 1992.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la  
commune de DAINVILLE par les soins de Madame le Maire.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services de la  
Mairie, Monsieur le commissaire d'Arras, sont chargés chacun en  
ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié,  
transmis et certifié exécutoire le 4 septembre 2025.

Dainville, le 04/09/2025  
Le Maire,  
Françoise ROSSIGNOL



#Signature#

*Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif  
territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans  
le délai de 2 mois à compter de sa notification*